

# TABLEAU DE BORD

# économique

# DE L'ILE-DE-FRANCE

## PREMIERS SIGNES ENCOURAGEANTS SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

### 1<sup>er</sup> trimestre 2010

*Le redémarrage de l'activité en Ile-de-France s'est poursuivi au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Même si elle se fait toujours de façon très modeste, cette reprise se généralise lentement aux différents secteurs d'activité. Le tourisme a notamment pour la première fois depuis 20 mois bénéficié de taux d'occupation hôteliers en légère hausse ; ceux-ci sont malgré tout restés encore loin de leurs niveaux d'avant crise. Cette légère reprise de l'activité globale a permis d'entrevoir de premiers signes encourageants sur le marché de l'emploi. Ainsi, après avoir augmenté de 0,4 point en fin d'année, le taux de chômage francilien s'est maintenu à 8,4 % au cours des premiers mois de l'année. L'évolution de l'emploi salarié a confirmé ce qui semble être un début d'arrêt de la dégradation du marché de l'emploi en augmentant pour la première fois depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2008.*

## CONJONCTURE FRANÇAISE

Après avoir connu des taux de croissance trimestriels du PIB certes faibles mais qui allaient crescendo depuis la sortie de récession (+ 0,2 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 puis + 0,3 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 et enfin + 0,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009), l'activité économique française a connu une nouvelle perte de vitesse au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (seulement + 0,1 %). Le PIB devrait certes croître un peu plus vivement au 2<sup>ème</sup> trimestre (+ 0,5 %) mais les prévisions pour le 2<sup>nd</sup> semestre ne sont pas très optimistes (+ 0,4 % au 3<sup>ème</sup> et au 4<sup>ème</sup> trimestres). En effet, comme ailleurs en Europe, la fin des mesures de relance (une nouvelle réduction de la "prime à la casse" va avoir lieu au 1<sup>er</sup> juillet...) et la mise en place du plan de réduction du déficit public vont venir peser sur l'activité, sans que le dynamisme des exportations ne puisse inverser la tendance. Comme pour l'Ile-de-France, la dégradation du marché de l'emploi s'est interrompue au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le taux de chômage restant à 9,6 % et l'emploi salarié progressant très légèrement, notamment grâce au redémarrage de l'emploi intérimaire.

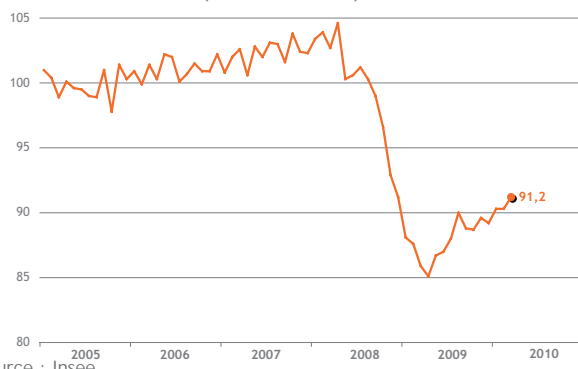
## CONJONCTURE EUROPÉENNE

Selon les premières estimations d'Eurostat pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2010, le PIB de la zone euro et celui de l'Union Européenne ont tous les deux augmenté très légèrement par rapport au trimestre précédent (+ 0,2 %). Sur fond de crise des déficits publics, cette hausse encore très modeste vient confirmer la lenteur de la sortie de récession européenne. Principale raison à cette morosité : la poursuite de la baisse des investissements. Le niveau des investissements s'est en effet une nouvelle fois replié de plus de 1 % (-1,1 % dans la zone euro et - 1,2 % dans l'UE). La principale (voire la seule...) source de dynamisme est liée aux échanges commerciaux, notamment en zone euro : la chute de l'euro a permis d'offrir un gain de compétitivité-prix important et les exportations ont augmenté de 2,5 % dans la zone euro au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (mais également de 2,3% dans l'UE). Dans les mois à venir, la fin des plans de relance et, surtout, la mise en place de plans d'austérité devraient cantonner l'activité à un niveau très faible. Parallèlement, la dégradation du marché de l'emploi semble s'être stabilisée, le taux de chômage atteignant ainsi 10,0 % en zone euro et 9,6 % dans l'UE en mars (contre 9,1 % et 8,5 % un an plus tôt).

## INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE NATIONALE

En France, en moyenne sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, la production de l'ensemble de l'industrie a progressé de + 1,6 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009. Après la stagnation observée fin 2009, la production semble donc avoir à nouveau redémarré : au mois de mars, elle a augmenté de 7,2 % par rapport à son point bas d'avril 2009 ; elle est cependant restée bien inférieure au point haut de l'indice enregistré en avril 2008 (- 12,8 %). La production a progressé dans tous les secteurs par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009. Malgré tout, la hausse a été très limitée dans le secteur du matériel de transport et encore plus dans les industries agro-alimentaires tandis que la cokéfaction et le raffinage ont gagné 3,2 %.

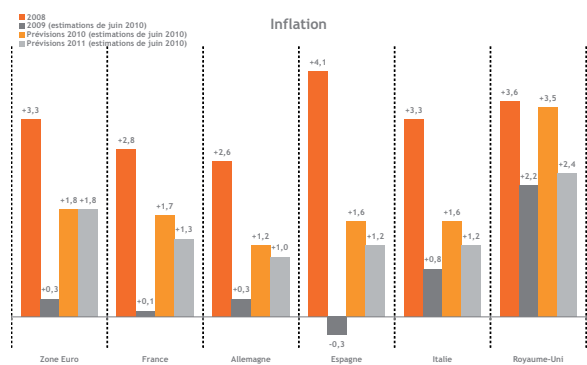
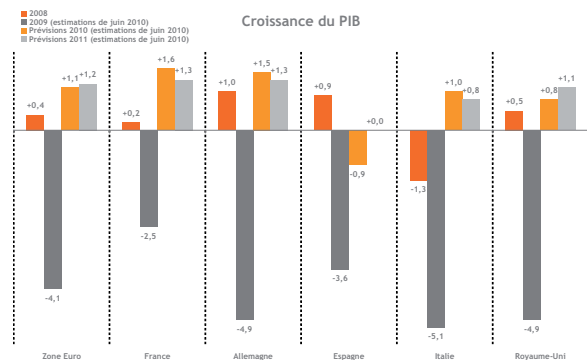
Indice de la production nationale industrielle  
(base 100 en 2005)



Source : Insee

Note : l'indice de la production industrielle est publié en base et référence 100 en 2005 depuis mars 2009, et selon la nomenclature agrégée, NA, fondée sur la NAF révision 2, la nomenclature économique de synthèse (NES) associée à la NAF révision 1 disparaissant.

## LA CONJONCTURE EUROPÉENNE

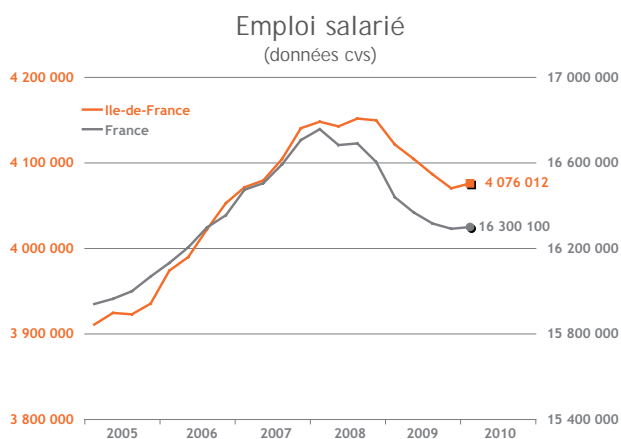


Source : COE - Rexecode

## ILE-DE-FRANCE : CHIFFRES CLÉS

Indicateurs	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km <sup>2</sup> )	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 281	36 565	3,5 %
Population (en millions - Insee, estimation 2009)	11,67	63,96 (France métrop. : 62,13)	18,8 % (France métrop. : 18,2 %)
Densité de la population au km <sup>2</sup>	971	114	-
PIB 2008 (en milliards d'euros courants - Insee)	552,7	1 914,4	28,9 %
PIB/habitant 2008 (en euros)	47 155	30 746	-
PIB/emploi 2008 (en euros)	98 706	75 948	-
Total emplois salariés mars 2010 (Pôle Emploi Services)	4 076 000	16 300 100	25,0 %
Taux de chômage 1 <sup>er</sup> trimestre 2010 (Insee)	8,4 %	9,5 %	-

## EMPLOI SALARIÉ



Source : Pôle emploi / Pôle emploi services

**- 1,1 %** 1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Glissement annuel

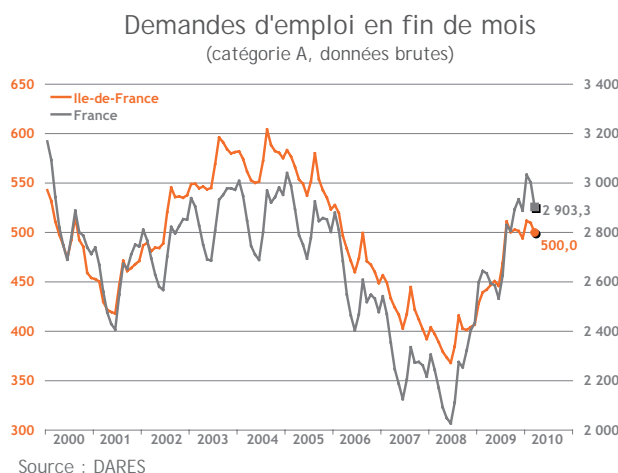
En glissement annuel, la baisse du niveau de l'emploi salarié observée en Ile-de-France depuis les derniers mois de 2008 s'est poursuivie au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (- 1,1 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009). Toutefois, un point de retournement pourrait avoir été franchi puisque par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, le niveau de l'emploi salarié francilien a augmenté de 0,1 %. Cette légère inversion de tendance est également constatée au niveau national mais dans une mesure encore moindre (+ 0,05 %). Après un 2<sup>nd</sup> semestre 2009 pendant lequel l'emploi s'était plus fortement dégradé en Ile-de-France qu'au niveau national, l'Ile-de-France pourrait donc entamer un cycle de remontée de l'emploi salarié. Au niveau des secteurs, ce sont la construction et le tertiaire qui ont tiré l'emploi francilien vers le haut (respectivement + 0,4 % et + 0,3 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009) alors que l'industrie a continué à détruire des emplois (- 1,3 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 et - 6,1 % sur un an).

## DEMANDE D'EMPLOI

Le ralentissement de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A en Ile-de-France observé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 s'est confirmé au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Alors que le seuil des 500 000 demandeurs d'emploi avait été franchi en août dernier, il y a depuis l'été dernier une stagnation autour de ce palier et, fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi était de 499 950. Ce ralentissement de la hausse de la demande d'emploi est par ailleurs plus flagrant qu'au niveau national où le nombre de demandeurs d'emplois a dépassé les 3 millions en janvier et février avant de retomber à 2,9 millions. Malgré cet apaisement dans la dégradation du marché du travail, les variations en glissement annuel sont encore très élevées : ainsi, par rapport à 2009, le nombre de demandeurs d'emploi était supérieur de 19,5 %, 16,0 % et 13,1 % en janvier, février et mars. Plus encore, par rapport aux premiers mois de 2008, les variations ont été de respectivement 26,7 %, 28,4 % et 28,6 %.

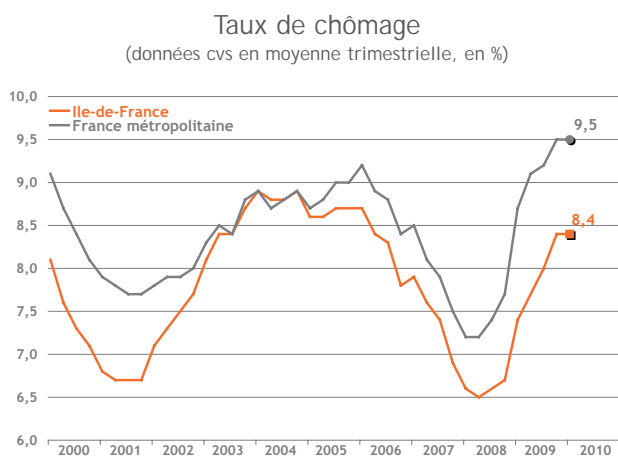
Note : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en 5 catégories différentes ; parmi celles-ci, la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et étant sans emploi.

**+ 13,1 %** mars 2010  
Glissement annuel



Source : DARES

## TAUX DE CHOMAGE



Source : Insee Ile-de-France

**8,4 %** 1<sup>er</sup> trimestre 2010

Après avoir enregistré une forte hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, le taux de chômage s'est stabilisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, aussi bien au niveau national qu'au niveau francilien. Le taux de chômage en Ile-de-France s'est donc maintenu à 8,4 % après avoir subi une hausse de 0,4 point lors des 3 derniers mois de l'année 2009. De même, au niveau national, le taux de chômage s'est stabilisé à 9,5 % après une hausse de 0,3 point fin 2009. Sur un an, la hausse est restée plus marquée en Ile-de-France que sur l'ensemble de la France (+ 1 point contre + 0,8 point par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009). Cependant, depuis le point bas du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008, l'augmentation du taux de chômage a été mieux contenue en Ile-de-France (+ 1,9 point) qu'en France (+ 2,3 points) ; de plus, le taux de chômage francilien est resté en-deçà des niveaux constatés sur la période 2004-2005 alors qu'en France le taux de chômage a dépassé le point haut de cette période et a retrouvé ses niveaux d'il y a 10 ans.

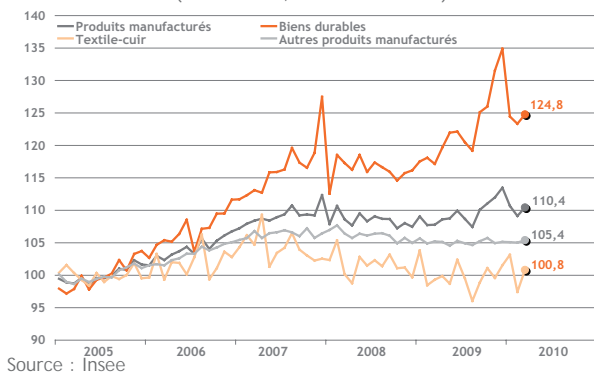
## DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES

**+1,8 %**  
Produits manufacturés  
1<sup>er</sup> trimestre 2010  
Glissement annuel

Sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, les dépenses de consommation des ménages français en produits manufacturés ont reculé de 1,9 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 après avoir progressé de + 3,2 % au trimestre précédent. Malgré tout, le niveau des dépenses est resté supérieur de 1,8 % à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2009.

Au cours de ce trimestre décevant, seules les dépenses de consommation en équipement du logement ont été bien orientées, que ce soit par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 (+ 1,1 %) ou par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 (+ 6,6 %). Dans le même temps, les achats d'automobile, toujours en hausse sur un an (+ 5,6 %) se sont très nettement réduites du fait de la baisse de la prime à la casse au 1<sup>er</sup> janvier (- 11,5 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009), malgré un mois de mars assez bien orienté.

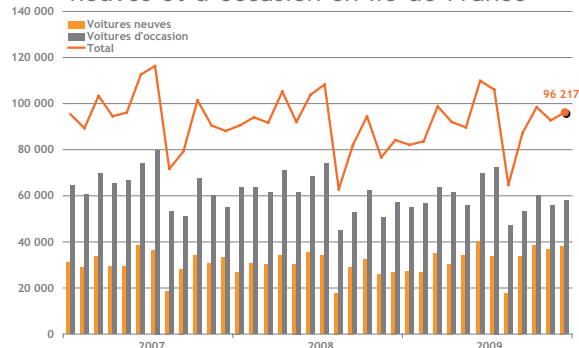
Indices du volume des ventes en France  
(données cvs, base 100 en 2005)



## IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES

**+12,6 %**  
4<sup>ème</sup> trimestre 2009  
Glissement annuel

Immatriculations de voitures particulières neuves et d'occasion en Ile-de-France



Source : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire - SESP, Fichier central des automobiles

Sur les trois derniers mois de 2009, 287 430 voitures particulières ont été immatriculées en Ile-de-France. Après être reparties à la hausse au 3<sup>ème</sup> trimestre (pour la première fois depuis fin 2007), le niveau des immatriculations a ainsi augmenté significativement (+ 12,6 %) sur l'ensemble du dernier trimestre de 2009 par rapport à la même période un an plus tôt. Le marché a surtout été stimulé par les ventes de véhicules neufs : la réduction de la "prime à la casse" dès le 1<sup>er</sup> janvier 2010 a produit un effet d'anticipation de l'achat des ménages et la part des voitures neuves dans le total des ventes a atteint 39,5 % en moyenne sur le trimestre.

Sur la France entière, les évolutions ont aussi été positives au dernier trimestre 2009 : + 11,8 % pour l'ensemble des véhicules, dont + 38,1 % pour les voitures neuves.

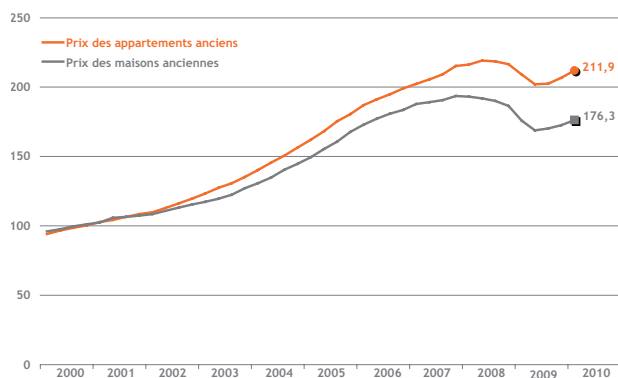
## PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS

En Ile-de-France, après avoir connu une baisse entre le printemps 2008 et le printemps 2009, les prix des logements anciens sont bel et bien repartis à la hausse. Ainsi, au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, les prix des appartements anciens et ceux des maisons anciennes ont enregistré un troisième trimestre consécutif de hausse (respectivement, + 2,5 % et + 2,2 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009).

Cette reprise de la hausse des prix fait que les variations en glissement annuel sont redevenues positives (+ 1,4 % pour les appartements et + 0,3 % pour les maisons). Malgré tout, les prix des appartements anciens au 1<sup>er</sup> trimestre étaient toujours inférieurs de 3,3 % à leur point haut du 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 ; la différence est encore plus nette pour ceux des maisons (- 8,9 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2007).

**+ 1,4 %** sur le prix des appartements anciens  
1<sup>er</sup> trimestre 2010 - Glissement annuel

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France  
(données cvs - base 100 en 2000)



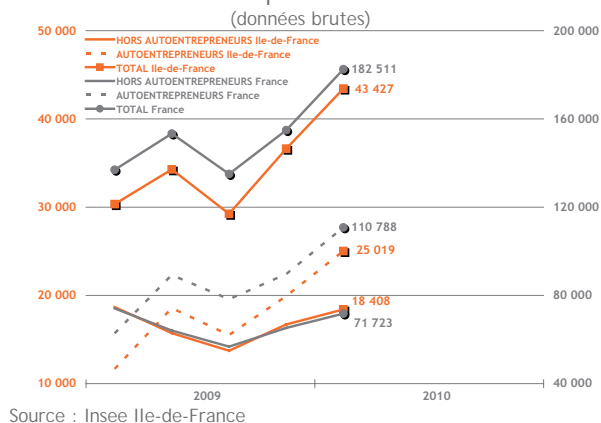
Source : Insee

## CREATIONS D'ENTREPRISES

**43 427**  
créations  
d'entreprises  
1<sup>er</sup> trimestre 2010

43 427 nouvelles entreprises ont vu le jour en Ile-de-France au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, soit près d'un quart des créations d'entreprises enregistrées sur la France entière. Une nouvelle fois, les créations ont été stimulées par les auto-entrepreneurs : en Ile-de-France, plus de 25 000 auto-entreprises ont vu le jour au 1<sup>er</sup> trimestre 2010, soit plus du double du niveau enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, lors de la mise en place de ce nouveau statut. En conséquence, le poids des créations via l'auto-entrepreneuriat est de plus en plus important dans le total des créations franciliennes : alors que les auto-entreprises représentaient 38 % du total au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, elles ont compté pour 58 % lors des trois premiers mois de 2010. Dans le même temps, les créations "classiques" se sont plus ou moins maintenues par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, ne reculant que de 1,5 % (18 400 contre près de 18 700 un an plus tôt). Les tendances observées au niveau national sont très proches, même si la contraction des créations classiques est légèrement plus conséquente (- 3,2 % sur un an).

Créations d'entreprises en Ile-de-France



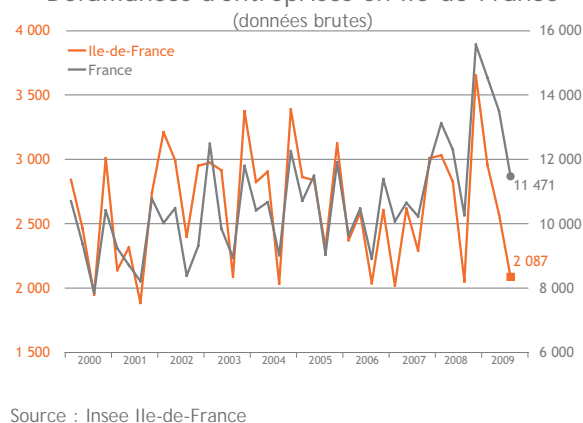
## DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

**2 710**  
défaillances  
d'entreprises  
au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009

2 710 défaillances d'entreprises ont été recensées en Ile-de-France au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009. Ainsi, après la légère reprise observée de juillet à septembre (+ 1,7 %), le nombre de faillites est significativement reparti à la baisse (- 25,7 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008). Cette diminution marquée en fin d'année est venue confirmer celles - plus modestes - observées lors des deux premiers trimestres de l'année et aura contribué au repli global de 10,7 % observé sur l'ensemble de 2009 par rapport à 2008.

Cette tendance en Ile-de-France a été bien meilleure qu'au niveau national, que ce soit lors du dernier trimestre 2009 ou sur l'ensemble de l'année : la baisse du nombre de défaillances en France au 4<sup>ème</sup> trimestre (- 8,4 %) a en effet été bien inférieure à celle constatée en Ile-de-France et n'a fait qu'infléchir l'évolution annuelle (+ 4,9 % en 2009 par rapport à 2008).

Défaillances d'entreprises en Ile-de-France



## IMMOBILIER D'ENTREPRISES

Après être très nettement repartie à la hausse au dernier trimestre 2009, la demande placée de bureaux en Ile-de-France a été moins dynamique au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, elle n'a été que 6,9 % alors qu'elle avait été de 26,6 % sur un an au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009. Par ailleurs, les 472 000 m<sup>2</sup> commercialisés aux cours des 3 premiers mois de l'année sont restés bien inférieurs aux 584 000 m<sup>2</sup> du 1<sup>er</sup> trimestre 2008.

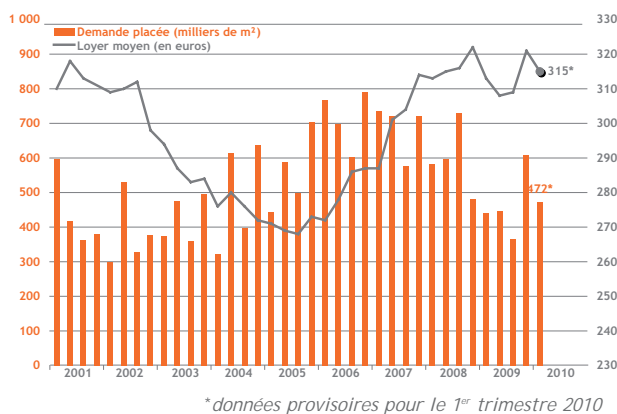
Le marché a donc continué sa lente amélioration même si les utilisateurs sont demeurés prudents et attentistes.

Le loyer moyen en Ile-de-France, fortement reparti à la hausse fin 2009, a perdu 6 € par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre pour atteindre 315 € le m<sup>2</sup>.

**472 177 m<sup>2</sup>**

de bureaux commercialisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2010

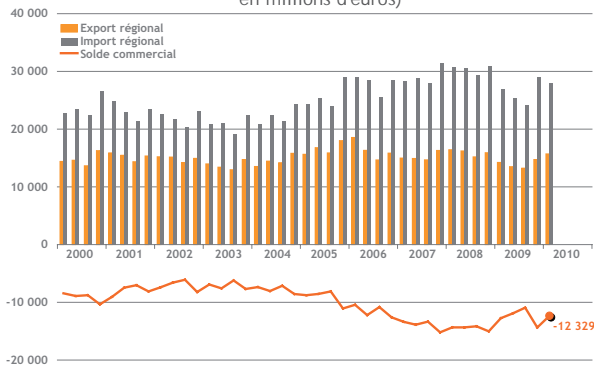
Evolution trimestrielle de la demande placée de bureaux et du loyer moyen en Ile-de-France



Source : GIE Immostat,

## COMMERCE EXTÉRIEUR EN ÎLE-DE-FRANCE

(données brutes CAF/FAB\* hors matériel militaire, en millions d'euros)



Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique  
 \*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

## Exportations + 10,4 %

1<sup>er</sup> trimestre 2010 - Glissement annuel

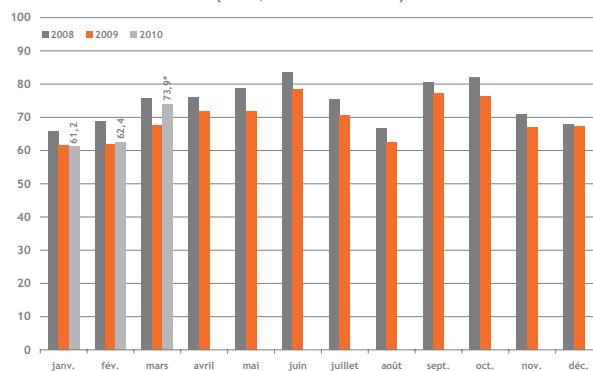
La forte baisse de l'euro par rapport aux autres devises depuis le début de 2010 a permis de dynamiser les échanges commerciaux de la zone, notamment ceux de l'Île-de-France. Ce sont évidemment les exportations qui ont le plus profité de ce gain de compétitivité-prix lié au repli de l'euro. Ainsi, après 5 trimestres consécutifs de baisse, les exportations en valeurs déclarées par les entreprises franciliennes (15,7 milliards d'euros) ont très significativement augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (+ 10,4 %). Parallèlement, les importations (28,0 milliards) ont également progressé sur un an mais de seulement + 3,9 %. Globalement, cette bonne tenue des exportations franciliennes a permis à la région de connaître un déficit commercial moins important que lors du dernier trimestre 2009 (- 12,3 contre - 14,3 milliards).

## HÔTELLERIE

Après 20 mois de repli du taux d'occupation dans les hôtels franciliens, la tendance s'est inversée en février. Cette baisse de la fréquentation hôtelière en Île-de-France s'était déjà ralentie au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 ; en janvier dernier, elle n'était plus que de 0,4 point par rapport à janvier 2009 avant que l'évolution redevienne positive en février (+ 0,5 point) et même très positive en mars (+ 6,4 points). Globalement, les hôtels de moyenne gamme et de haut de gamme ont pour le moment plus profité de ce retournement de tendance. Par ailleurs, c'est la clientèle française qui a le plus soutenu l'activité hôtelière. En effet, le niveau élevé de la fréquentation des clientèles étrangères long-courrier n'a pas permis de compenser la faiblesse de la fréquentation des clientèles européennes. En tout état de cause, l'amélioration de l'activité observée est restée encore bien insuffisante pour retrouver les niveaux d'avant-crise : par rapport aux mêmes mois de 2008, les mois de janvier, février et mars 2010 étaient en retrait de respectivement de 4,6 points, 6,3 points et 1,9 point.

## 73,9 % d'occupation dans les hôtels franciliens - mars 2010

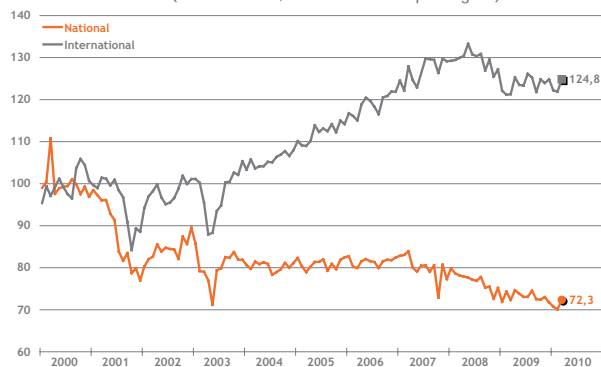
Taux d'occupation hôtelière (en %, données brutes)



\* donnée provisoire pour mars 2010  
 Source : Insee Île-de-France (champ : hôtels 0\* à 4\* luxe),

## TRAFIC AÉROPORTUAIRE

Trafic passagers (données cvs, en millions de passagers)



Source : Aéroports de Paris

## + 2,4 % Trafic passagers

mars 2010 - Glissement annuel

L'évolution du trafic passagers dans les Aéroports de Paris a été inégale au cours des trois premiers mois de l'année 2010. Le trafic des mois de janvier et février a en effet été marqué par plusieurs mouvements sociaux et plusieurs épisodes neigeux. Les évolutions en glissement annuel ont donc été négatives pour ces deux mois avant que le trafic du mois de mars ne permette d'inverser la tendance.

Ainsi, sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre, le trafic passagers n'aura fait que se stabiliser ; depuis le retournement de tendance qui s'est produit au printemps 2009, une véritable reprise de l'activité se fait donc attendre. Si les hausses du trafic international long-courrier vont dans ce sens, ce n'est toujours pas le cas du trafic avec l'Europe et encore moins celui du trafic en métropole.

## INDUSTRIE

L'agro-alimentaire en retrait

Alors que la production industrielle francilienne s'est contractée au mois de janvier, elle a ensuite progressé dans la quasi-totalité des secteurs en fin de trimestre. Toutefois, dans l'ensemble, cette hausse de l'activité n'a pas permis de faire évoluer sensiblement le niveau des effectifs du secteur industriel. Les taux d'utilisation des capacités de production sont en effet restés bien en deçà de leur moyenne de longue période, les marges de progression les plus importantes étant surtout possibles dans l'automobile. Par ailleurs, les carnets de commandes se sont reconstitués et sont apparus correctement remplis, à l'exception de l'agro-alimentaire où les plans de charge sont demeurés étroits.

## BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Les carnets de commande s'étoffent lentement

Dans la continuité du 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics s'est une nouvelle fois maintenue. Si les carnets de commande sont tout juste conformes à la normale, les prévisions pour les mois à venir sont plutôt positives.

Le volume d'affaires du secteur du second œuvre - le mieux orienté fin 2009 - a une nouvelle fois légèrement progressé au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et l'activité devrait se maintenir dans les prochains mois. Dans le gros œuvre et les travaux publics l'activité a été stable et les carnets de commandes se sont légèrement étoffer.

## COMMERCE DE GROS

Stabilité des ventes

Les ventes dans le commerce de gros se sont globalement stabilisées sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, malgré des disparités sectorielles. Les carnets de commandes manquent cependant de consistance et les prévisions des chefs d'entreprises misent seulement sur un maintien de l'activité.

Au niveau sectoriel, l'activité dans le négoce de produits pharmaceutiques et dans le négoce de machines et de matériels informatiques a sensiblement augmenté mais des réductions de personnel ont malgré tout été opérées dans ces deux secteurs. A contrario, l'activité dans le négoce de véhicules automobiles s'est nettement contractée au cours du trimestre.

## SERVICES MARCHANDS

Activité globale légèrement en hausse

Malgré un creux en février, l'activité dans les services marchands s'est globalement améliorée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2010, principalement en raison du bon courant d'affaires généré dans le travail temporaire et l'ingénierie informatique. Tous les secteurs ne sont pas bien orientés pour autant, la location automobile restant notamment en retrait par rapport à la tendance générale.

Les effectifs, qui ont malgré tout légèrement progressé dans le nettoyage, ont globalement été stables au cours du trimestre. Cependant, des allègements de personnel devraient être réalisés à court terme dans la location automobile.

### Source

Ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France ([http://inbdf/fr/stat\\_conjoncture/conjonc/idfr.htm](http://inbdf/fr/stat_conjoncture/conjonc/idfr.htm)) auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.

## INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

### L'Ile-de-France attractive pour les groupes étrangers

17 400 établissements et 697 400 emplois salariés (soit 18 % du total des emplois franciliens) dépendent d'un groupe étranger dans la région capitale. En 2007, cela fait de l'Ile-de-France la région française la plus attractive pour les groupes étrangers : elle concentre 28 % des investisseurs étrangers installés en France, soit 2,5 fois plus d'établissements qu'en Rhône-Alpes, la deuxième région française.

En termes de salariés, les investisseurs présents en Ile-de-France sont à 95 % européens ou américains. La très grande majorité des groupes étrangers reste issue des pays européens : deux tiers des salariés dépendant d'un groupe

#### Un quart des emplois salariés des Hauts-de-Seine dépend de l'étranger

Controlés par un groupe étranger			
	Nombre d'établissements	Nombre de salariés	Taux de pénétration (en %)
Paris	5 300	158 500	13,8
Hauts-de-Seine	3 100	188 800	24,1
Seine-Saint-Denis	1 700	67 200	18,1
Val-de-Marne	1 400	49 700	15,0
Seine-et-Marne	1 500	64 000	22,6
Yvelines	1 800	73 800	20,5
Essonne	1 400	50 600	18,2
Val-d'Oise	1 200	44 800	16,8
<b>Ile-de-France</b>	<b>17 400</b>	<b>697 400</b>	<b>18,3</b>

Source : Insee, CLAP - Liaisons Financières 2007

étranger appartient à un groupe européen. Les pays voisins de la France sont les plus présents : Royaume-Uni (17 % des emplois), Allemagne (14 %) et Pays-Bas (7 %).

Au niveau des départements franciliens, les Hauts-de-Seine et Paris sont ceux qui comptent le plus de salariés dépendant d'un groupe étranger avec plus de 150 000 salariés chacun. Ils accueillent ainsi à eux deux la moitié des salariés franciliens travaillant pour un groupe étranger. Il est cependant à noter que les Hauts-de-Seine sont encore plus internationalisés que Paris : 24 % des salariés alto-séquanais travaillent ainsi pour un groupe étranger contre 14 % dans la capitale. En dehors des Hauts-de-Seine et de Paris, les principaux pôles attirant les groupes étrangers sont situés dans les communes à proximité des aéroports de Roissy et d'Orly, dans la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ou encore dans les villes situées sur l'axe entre Paris et Marne-la-Vallée.

Par ailleurs, plus de 80 % des emplois dépendants des groupes étrangers concernent le tertiaire, secteur fortement présent dans la région. Dans le tertiaire, les services représentent l'activité principale des groupes étrangers avec 356 000 salariés, dont la moitié dans les services aux entreprises. Cependant, dans le secteur des services, la part des emplois franciliens dépendant de groupes étrangers n'est que de 16 %. Dans le commerce, elle atteint 28 %. L'industrie est un secteur également dépendant des groupes étrangers (24 %). En revanche, la construction reste l'apanage des entreprises nationales.

Pour en savoir plus :  
 "L'Ile-de-France attractive pour les groupes étrangers",  
 les Enjeux du Crocis n°129 de juin 2010  
 en partenariat avec l'Agence Régionale de Développement Ile-de-France et l'Insee Ile-de-France,  
 étude téléchargeable sur [www.crocis.ccip.fr](http://www.crocis.ccip.fr)

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

Crocis de la CCIP - 27 avenue de Friedland - 75382 PARIS cedex 08  
 tél. : +33 (0) 1 55 65 82 00 - fax : +33 (0) 1 55 65 82 62 - e-mail : [crocis@ccip.fr](mailto:crocis@ccip.fr)  
 Retrouvez toutes nos publications sur [www.crocis.ccip.fr](http://www.crocis.ccip.fr)

- Secrétaire général : Isabelle SAVELLI-THIAULT
- Industrie - Démographie d'entreprise : Yves BURFIN
- Commerce - Benchmark européen - Développement durable
- Conjoncture - Enquêtes : Mickaël LE PRIOL
- Services : Bénédicte GUALBERT
- Veille économique : Marielle GUERARD, Catherine PICQ
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
- Administration - Secrétariat

Directeur de la publication : Pierre TROUILLET  
 Directeur de la rédaction : Jean-Louis SCARINGELLA  
 Maquette et mise en page : Nathalie PAGNOUX  
 Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source  
 Dépôt légal : juin 2010 - ISSN : 1240-7992

**CROCIS**  
 CENTRE RÉGIONAL D'OBSERVATION DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES SERVICES  
[www.crocis.ccip.fr](http://www.crocis.ccip.fr)

un centre d'observation de la  **Chambre de commerce et d'industrie de Paris**